

SV

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 38.370/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 28 avril 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "portant réduction du droit d'accise spécial sur certains carburants", a donné le 3 mai 2005 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"En effet, la mesure envisagée a pour objet de réduire le droit d'accise spécial dès que les carburants atteignent un certain prix maximum. Compte tenu des tensions actuelles du marché pétrolier, ce prix maximum pourrait être rapidement atteint".

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limitera son examen au fondement légal du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalité préalable

L'accord du Ministre du Budget, donné le 27 avril 2005 alors que le projet a été examiné par le Conseil des ministres le 15 avril 2005, n'a pas été recueilli régulièrement dès lors que l'article 5, 2°, de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire exige un accord préalable du Ministre du Budget.

.../...

Examen du projet

Préambule

1. Les alinéas 2 et 3 doivent être complétés par les dates auxquelles les avis et accord qu'ils visent ont été obtenus : il s'agit respectivement des 14 et 27 avril 2005.

2. Étant donné que l'avis du Conseil d'État a été sollicité dans un délai de cinq jours, les alinéas 4, 5 et 6 du préambule doivent être remplacés par un nouvel alinéa 4 rédigé comme suit :

"Vu l'urgence motivée par la considération ... (la suite comme à l'alinéa 6)".

3. Il y a lieu de compléter le préambule par un alinéa 5 visant l'avis 38.370/2 du Conseil d'État, donné le 3 mai 2005, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

Dispositif

Article 1^{er}

1. Selon l'article 420, § 3, d), de la loi-programme du 27 décembre 2004, qui constitue le fondement légal de l'arrêté en projet ¹,

"Le Roi peut fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, un montant par litre au-delà duquel une réduction de l'accise spéciale peut être appliquée sur les carburants."

⁽¹⁾ Sur les observations suscitées par la disposition constituant le fondement légal du projet examiné, voyez l'avis 37.765/1/2/3/4/, donné le 4 novembre 2004, par la section de législation sur l'article 443, § 3, d), du projet devenu la loi-programme du 27 décembre 2004 (Doc. parl., Chambre, Session 2004-2005, 1437/2, p. 631).

Étant donné que le paragraphe 1^{er} de la disposition examinée ne met pas en oeuvre cette habilitation pour tous les carburants frappés d'un droit d'accise spécial par l'article 419 de la loi-programme du 27 décembre 2004, le Rapport au Roi doit justifier, dans le respect du principe d'égalité, pourquoi certains carburants bénéficieront du mécanisme instauré de réduction des taux alors que d'autres n'en bénéficieront pas.

Par ailleurs, toujours sous l'angle de la motivation, concernant la détermination du prix maximum par litre à partir duquel le mécanisme de réduction des taux sera applicable, l'inspecteur des finances observe que

"Er is niet toegelicht of gemotiveerd hoe deze bedragen werden vastgesteld."

Le Rapport au Roi gagnerait effectivement à être complété sur ce point.

2. Alors que le paragraphe 1^{er} prévoit l'application du mécanisme projeté pour les essences sans plomb des codes NC 2710 11 41, 2710 11 45 et 2710 11 49, le paragraphe 2 ne fixe pas de prix maximum à partir duquel le mécanisme de réduction sera applicable s'agissant des essences sans plomb des codes NC 2710 11 41 et 2710 11 49.

D'après le délégué du ministre, cette particularité s'explique par le fait que seule l'essence sans plomb du code NC 2710 11 45 fait l'objet d'une cotation dans le cadre du contrat programme relatif à un régime des prix de vente des produits pétroliers conclu entre l'État belge et le secteur pétrolier.

Il conviendrait dès lors, au paragraphe 2, de prévoir que le mécanisme de réduction sera mis en oeuvre pour les essences sans plomb des codes NC 2710 11 41 et 2710 11 49 chaque fois qu'une réduction devra être consentie pour l'essence sans plomb du code NC 2710 11 45.

3. Au paragraphe 3, il va de soi que l'arrêté en projet ne pourrait déroger aux dispositions de l'article 420, § 3, d), alinéa 2, de la loi-programme du 27 décembre 2004 : les mots "sans préjudice des dispositions de l'article 420, § 3, d), alinéa 2 de la loi-programme du 27 décembre 2004" doivent donc être omis.

.../...

4. Les deux tirets du paragraphe 3 doivent renvoyer à la "limite" fixée par le paragraphe 2 et non à celle fixée par le paragraphe 1^{er}, lequel ne fixe aucune "limite".

5. Il appartient au Roi de déterminer, par carburant, le taux de la réduction consentie en application du mécanisme envisagé, sans que, conformément au dernier alinéa de l'article 420, § 3, d), de la loi-programme du 27 décembre 2004, les diverses réductions n'excèdent l'augmentation des recettes de TVA engendrées suite à la hausse du prix par litre des carburants.

Si l'intention, comme le confirme le délégué du ministre, est que la réduction du droit d'accise spécial corresponde de manière automatique à la différence entre le montant de TVA calculé sur le nouveau prix maximum et le montant de TVA calculé sur la limite fixée au paragraphe 2 (ou sur le prix maximum précédent lorsque celui-ci dépasse déjà la limite précitée), il faut rédiger le paragraphe 3 en ce sens et non de la manière prévue au projet; en son état actuel, le projet se limite en effet à prévoir que la réduction ne pourra excéder le montant qu'il fixe, lequel résulte d'ailleurs directement du dernier alinéa de l'article 420, § 3, d), de la loi-programme du 27 décembre 2004, mais reste en défaut de déterminer le montant de la réduction réellement consentie.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. P. RONVAUX, auditeur adjoint.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 38.370/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 28 april 2005 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de verlaging van de bijzondere accijns op bepaalde motorbrandstoffen", heeft op 3 mei 2005 het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief luidt aldus :

"En effet, la mesure envisagée a pour objet de réduire le droit d'accise spécial dès que les carburants atteignent un certain prix maximum. Compte tenu des tensions actuelles du marché pétrolier, ce prix maximum pourrait être rapidement atteint."

*
* * *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaand vormvereiste

De akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 27 april 2005, terwijl het ontwerp door de Ministerraad reeds is onderzocht op 15 april 2005, is niet regelmatig verkregen, want artikel 5, 2°, van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole vergt de voorafgaande akkoordbevinding van de Minister van Begroting.

.../...

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

1. Het tweede en het derde lid behoren te worden aangevuld met de datum waarop het advies en de akkoordbevinding waarnaar verwezen wordt, verkregen zijn : het gaat onderscheidenlijk om 14 en 27 april 2005.

2. Daar gevraagd is dat het advies van de Raad van State binnen een termijn van vijf dagen zou worden gegeven, moeten het vierde, vijfde en zesde lid van de aanhef vervangen worden door een nieuw vierde lid, luidende :

"Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd met de overweging dat de prijs van olieproducten in stijgende lijn gaat, waardoor zowel economische als sociale problemen kunnen ontstaan; dat derhalve zo spoedig mogelijk fiscale maatregelen moeten worden genomen om die prijsstijging te matigen;"

3. De aanhef moet worden aangevuld met een vijfde lid, waarin wordt verwezen naar advies 38.370/2 van de Raad van State, gegeven op 3 mei 2005, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Dispositief

Artikel 1

1. Artikel 420, § 3, d) van de programmawet van 27 december 2004, dat de rechtsgrond vormt van het ontworpen besluit, luidt aldus ¹ :

"De Koning kan bij een na overleg in de Ministerraad vastgelegd besluit een bedrag per liter bepalen waarboven een vermindering van de bijzondere accijns kan toegepast worden op motorbrandstoffen."

⁽¹⁾ Aangaande de opmerkingen waartoe aanleiding wordt gegeven door de bepaling die de rechtsgrond van het onderzochte ontwerp vormt, zie advies 37.765/1/2/3/4, op 4 november 2004 door de afdeling wetgeving gegeven over artikel 443, § 3, d), van het ontwerp dat de programmawet van 27 december 2004 is geworden (Gedr. st., Kamer, zitting 2004-2005, 1437/2, blz. 631).

Aangezien paragraaf 1 van de onderzochte bepaling die machtiging niet aanwendt voor alle brandstoffen waarop artikel 419 van de programmawet een bijzondere accijns heft, moet in het Verslag aan de Koning, met inachtneming van het gelijkheidsbeginsel, worden gewettigd waarom op sommige brandstoffen het ingevoerde stelsel van tariefverlaging zal worden toegepast en op andere niet.

Daarbovenop geldt dat steeds uit het gezichtspunt van de motivering aangaande het bepalen van de maximumprijs van waaraf het stelsel van tariefverlaging toepassing zal vinden, de inspecteur van financiën op het volgende wijst :

"Er is niet toegelicht of gemotiveerd hoe deze bedragen werden vastgesteld."

Het zou werkelijk dienstig zijn het Verslag aan de Koning in dezen aan te vullen.

2. Paragraaf 1 voorziet in de toepassing van het geplande stelsel voor ongelode benzine van de GN-codes 2710 11 41, 2710 11 45 en 2710 11 49, terwijl paragraaf 2 geen maximumprijs bepaalt van waaraf het stelsel van tariefverlaging van toepassing zal zijn voor ongelode benzine van de GN-codes 2710 11 41 en 2710 11 49.

Volgens de gemachtigde van de minister is deze bijzonderheid hierdoor te verklaren dat alleen ongelode benzine van de GN-code 2710 11 45 genoteerd is in het kader van de programma-overeenkomst betreffende de verkoopprijzen van de aardolieproducten afgesloten tussen de Belgische Staat en de petroleumsector.

In paragraaf 2 dient derhalve te worden bepaald dat het stelsel van verlaging zal worden toegepast voor ongelode benzine van de GN-codes 2710 11 41 en 2710 11 49, telkens als een verlaging wordt toegestaan voor ongelode benzine van GN-code 2710 11 45.

3. Het spreekt vanzelf dat het ontworpen besluit niet mag afwijken van de bepalingen van artikel 420, § 3, d), tweede lid, van de programmawet van 27 december 2004, zodat in paragraaf 3 de woorden "onverminderd de bepalingen van artikel 420, § 3, d), tweede lid, van de programmawet van 27 december 2004" moeten vervallen.

4. Bij de twee streepjes van paragraaf 3 dient te worden verwezen naar de "limiet" vastgesteld in paragraaf 2 en niet naar die welke is bepaald in paragraaf 1, die geen enkele "limiet" bepaalt.

5. Het staat aan de Koning om per brandstof het tarief van de verlaging te bepalen die wordt toegestaan met toepassing van het geplande stelsel, zonder dat overeenkomstig het laatste lid van artikel 420, § 3, d), van de programmawet van 27 december 2004 de verschillende verminderingen meer mogen bedragen dan de stijging van de BTW-ontvangsten die door de verhoging van de prijs per liter van de brandstoffen wordt veroorzaakt.

Indien het de bedoeling is, zoals de gemachtigde van de minister beaamt, de verlaging van de bijzondere accijns automatisch te laten overeenstemmen met het verschil tussen het BTW-bedrag berekend op de nieuwe maximumprijs en het BTW-bedrag berekend op de in paragraaf 2 vastgestelde limiet (of op de voorgaande maximumprijs wanneer deze de genoemde limiet reeds overschrijdt), moet paragraaf 3 in die zin worden geredigeerd en niet zoals in het ontwerp; zoals het ontwerp thans geredigeerd is, bepaalt het immers alleen dat de verlaging niet meer mag bedragen dan het bedrag dat het vaststelt, welk bedrag trouwens rechtstreeks voortvloeit uit het laatste lid van artikel 420, § 3, d), van de programmawet van 27 december 2004, maar bepaalt het niet het bedrag van de werkelijk toegekende verlaging.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. RONVAUX, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS